



I.L.G.W.U. Wins Legal Victory for Labor

WINS APPEAL IN IDEAL DRESS INJUNCTION CASE.

Employer Hired Thugs to Beat Scabs in Order to Manufacture Evidence to Get Injunction.

COURT CREATES JURISPRUDENCE WHICH WILL BE OF GREAT BENEFIT TO LABOR.

A judgment rendered by the Appeal Side of the Court of King's Bench ruled that an injunction should have been granted only as a last resort, since it was quite clear that much of the evidence was manufactured or was at least of a disreputable nature.

Justice Barclay, who wrote the decision, makes it quite plain that he considers that the injunction should not have been granted in the blanket terms it was granted and that there was nothing to warrant such a comprehensible injunction. He states, "By far the greatest remedy for non-observance of the law is the calling of a strike."

Brother Bernard Shane and his associates of the I.L.G.W.U. should be heartily congratulated for their courage and tenacity in pursuing this case to its victorious conclusion, for trade-unionists should not forget that this injunction was granted on December 11th, 1937, and has been dragging in the courts ever since, but Brother Shane realized that to win this case was to protect labor from the unfair employer who took advantage of the law to prevent his employees from organizing to get decent wages and working conditions.

We urge our readers to peruse the judgment which is reproduced in full below, for not only is it of interest to every trade-unionist in that it definitely states labor's rights, but it is also very amusing, it contains drama, comedy and adventures which would put many a dime novel to shame. Did the employers or the union hire the thugs? Read about the wild chase of one of the thugs who wanted to be arrested? Read it by all means.

NOTES OF BARCLAY, J.

This is an appeal from a judgment rendered on the 31st of December, 1938, by the Superior Court sitting for the District of Montreal, granting an interlocutory injunction, to remain in force until otherwise ordered.

An interim injunction was granted *ex parte* on December 11th, 1937. A long enquiry followed upon the demand for an interlocutory injunction, lasting from December 16th, 1937, with intervals, to May 30th, 1938. The case was argued in June 1938, and judgment was rendered on December 31st, 1938. Leave to appeal was granted on January 3rd, 1939. In the meantime one of the official stenographers who had taken a large part of the evidence for the respondents herein died without transcribing the evidence.

This Court, in October 1940, suspended the appeal and sent the record back to the Superior Court, before the same Judge, for a re-hearing of those of the respondents' witnesses whose evidence had not been transcribed and whom they wished to re-examine. This evidence was all taken out of Court and many objections made by the appellants were reserved for the Judge of the Superior Court. Judgment was rendered on these objections on September 7th, 1941, and a large number of the objections were not dealt with by the Judge, on the ground that, as judgment had already been rendered in the case and it was now in appeal, this Court would be in a better position to deal with the objections.

It is under these exceptional cir-

(Continued on page 8)

AU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

L'assemblée régulière du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal a été tenue jeudi soir dernier, sous la présidence de M. Paul Fournier et des vice-présidents J. M. Shannon et Onésime Renaud.

Comme l'exécutif n'avait tenu de réunion, vu l'absence de nombreux membres de ce corps, en délégation à Ottawa, pour rencontrer l'hon. Mitchell, ministre du Travail, la séance fut pratiquement dévouée à la présentation des rapports d'officiers et de comités.

Le comité d'organisation pour la production de guerre, par l'entremise de son président, fit un rapport élaboré du travail accompli à date et fit savoir qu'il y avait encore une somme considérable de travail d'organisation à accomplir pour parvenir au but que ce comité s'était engagé à atteindre.

La presque totalité des organisateurs actuels a été obtenue par la courtoisie d'organisations qui prêtèrent les services de leurs organisateurs réguliers. Un grand remerciement est dû à celles-ci, si la campagne est un succès.

Plusieurs délégués parlèrent sur le rapport qui fut adopté unanimement.

Le secrétaire J.-E. Gariépy lut un accusé de réception de télégramme envoyé au ministère du Travail, à Ottawa, dans lequel l'assistant sous-ministre du Travail, Gerald H. Brown, dit regretter de ne pas avoir répondu immédiatement au télégramme du Conseil protestant contre l'action prise par la Cie Viau Fils, St-Jérôme, en prenant des procédures judiciaires contre un de leurs employés qui est également le président de l'union locale des mouleurs et ouvriers de fonderies de cette ville.

Le Département assure le Conseil que tout sera fait pour rendre justice aux intéressés.

Le confrère J.-A. D'Aoust, secrétaire-trésorier du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, avise les unions que celles-ci peuvent continuer à faire le placement de leurs membres, lorsque demande en est faite, ceci sans égard à l'ordonnance du 17 juin. Toutefois les patrons, dans ces cas, devront faire parvenir l'application en duplicata au Bureau local d'emploi, en y donnant le nom, l'adresse, le sexe, l'occupation, l'endroit d'occupation antérieure, la date que l'employé a quitté son ancien patron ainsi que le No du livret d'enregistrement de l'assurance-chômage.

Le secrétaire D'Aoust déclare que les unions ont encore ce plein droit jusqu'à nouvel ordre contraire.

Le Conseil fit l'essai à cette séance d'un système de haut-parleurs, propriété de l'union des employés de tramways, afin de permettre aux délégués de suivre plus attentivement les délibérations. Il a été laissé à l'exécutif de faire les arrangements nécessaires pour en obtenir la location pour les assemblées futures.

Après la transaction d'affaires de routine, le Conseil s'ajourna au jeudi, 6 août, l'assemblée du 16 juillet étant annulée par suite que de nombreux officiers et délégués qui assisteront à la convention de la Fédération provinciale du Travail, dont les assises s'ouvriront à Québec le 17 juillet pour se continuer jusqu'à épuisement des affaires à l'agenda.

Plaie d'argent n'est pas mortelle

Lorsque le budget fut présenté par l'hon. J.-L. Ilsley, la semaine dernière, la surprise ne fut pas très forte, parce que tout le monde savait que le ministre des finances mettrait toute son intelligence et ses facultés mentales à contribution pour la "confection" d'un budget devant rapporter le plus fort montant possible. Il y a réussi dans une certaine mesure, car de tous les budgets de guerre, c'est le plus lourd, le plus exigeant qui ait encore été présenté dans les démocraties en guerre, surtout quand on le met en regard de notre population de douze millions d'habitants à qui on demande de verser quatre milliards.

La vie de tout Canadien subira des changements qui sont loin d'être pour le mieux. Nous devons nous habituer à nous passer de ce qui nous paraissait indispensable si nous voulons qu'il nous reste quelque chose pour l'après-guerre qui sera loin d'être rose, croyez-le. Nous nous souvenons que nous n'avons pas encore fini de payer pour la guerre de 1914-1918. Et alors on se demande quand nous — ou plutôt nos descendants finiront de payer pour celle-ci.

Le ministre des finances semble avoir donné un peu d'attention à ce point, parce qu'il essaie le plus possible de nous faire payer à mesure que nous guerroyons, en posant le principe que les sacrifices qu'entraîne la guerre doivent être payés par ceux qui font la guerre. C'est du moins ce que nous suggère l'étude du budget.

Les familles à modeste revenu semblent être frappées plus durement que les autres, si l'on tient compte de ce qu'il leur restera après toutes les déductions qui leur seront imposées.

La consommation est beaucoup plus grande dans les familles à modeste revenu que dans les familles aisées. Ainsi, comme le disait M. Beaudry Leman, "un impôt de 10 pour cent sur un revenu de \$100,000 diminuera beaucoup moins la demande de biens de consommation qu'un impôt de 10 pour cent sur cent personnes touchant \$1,000 par année. On estime qu'aux Etats-Unis le rapport le plus élevé de la consommation au revenu se trouve dans les familles disposant d'environ \$2,000. D'autre part, une famille ayant un budget de quelque \$10,000 ne consomme guère plus, toutes choses égales d'ailleurs, que la famille dont le budget est de \$5,000. Ces chiffres indiquent qu'il ne faut pas trop demander à la taxe de vente, qui frappe les pauvres comme les riches. Ils prouvent aussi que, si l'on veut diminuer la consommation générale des biens, les taxes doivent atteindre de petits budgets auxquels, en temps normal, il semblerait souverainement injuste de toucher. En d'autres termes, alors qu'en période de paix, il convient de dégrever les revenus modestes, inférieurs par exemple à \$2,000, en période de guerre il devient nécessaire de réduire le pouvoir d'achat de presque tout le monde. Ce n'est pas en taxant les riches que l'on rend disponibles le plus de biens de consommation, c'est en taxant des masses de gens qui ne devraient pas être appelés à comprimer leur budget. C'est là une des nombreuses anomalies que présente l'état de guerre."

C'est bien ce que le budget nous impose: tous sont taxés presque à l'extrême limite. C'est tellement le cas, que nombre de ceux qui parvenaient autrefois à faire des économies ne pourront plus en faire, rendant plus difficile au gouvernement de faire des emprunts domestiques.

Ce budget de guerre, par ses impôts sur le revenu, la taxe de la défense nationale, et les taxes sur les articles de consommation et surtout sur les objets de luxe, et son épargne forcée se rapproche des doctrines du socialisme, tellement il tend à niveler les revenus.

Il faut reconnaître cependant qu'il applique un principe

(Suite à la quatrième page)

To Delegates Going to the Provincial Federation Convention in Quebec

All those who wish to join the group who will leave Montreal, Thursday evening, July 16th, for Quebec should communicate at once with the secretary of the Federation to get preferential rates.

All delegates should also keep in mind that they should reserve their rooms now at the headquarters of the Convention, at the Victoria Hotel in Quebec City.

Aux délégués à la convention de la Fédération Provinciale à Québec

Tous ceux qui désirent se joindre au groupe qui partira de Montréal, jeudi soir, 16 juillet, pour Québec, devraient se mettre en communication avec le secrétaire de la Fédération afin qu'ils puissent obtenir des taux réduits.

Tous les délégués devraient aussi se faire un devoir de se réserver une chambre aux quartiers généraux de la convention, à l'hôtel Victoria à Québec.

L'ouvrier, le pilier de la vie industrielle du pays

Les ouvriers qui professent réellement le culte de l'union ouvrière et qui savent s'inspirer des avantages d'y appartenir et profiter des leçons qu'elle donne dominant en toute sécurité les événements qui peuvent se produire.

Effectivement, les événements qui se déroulent de nos jours en Europe et sur le continent américain placent les ouvriers sur le plan international dans une position étrange.

Il n'y a pas à se le dissimuler, il existe des faits exacts, que l'ouvrier est le pilier de toute la vie industrielle du pays surtout dans le moment actuel, alors que tous ses efforts sont réquisitionnés pour faire face aux événements cruels qui se propagent à cause de la guerre, d'une façon alarmante, dans le monde entier. Sans lui, vraiment ce serait la débâcle complète et l'affaiblissement de la structure économique.

Alors quand cela finira-t-il? On se le demande.

Les ouvriers répondent aux exigences qui leur sont imposées par des décrets rigides. Cependant, quand ils réclament un boni de vie chère, ou un salaire suffisant pour le rendement qu'ils donnent, on prend avec empressement tous les moyens possibles de leur refuser le droit d'exiger plus qu'ils ne reçoivent déjà pour leur travail, sous le prétexte que les salaires sont gelés et que les travailleurs ne doivent pas en exiger davantage.

Cependant, sans récriminer, les ouvriers paient les impôts; en plus, ils sont les plus indispensables à l'effort industriel de guerre.

Nous appuyons de toutes nos forces la campagne d'organisation ouvrière et de production de guerre. Ces hommes qui s'y dévouent sont vraiment conscients de leur devoir d'unionistes. Ils ont entrepris l'oeuvre sublime d'unir les ouvriers, quel que soit leur métier, afin que ceux-ci, quand ils auront bien compris le besoin de l'union ouvrière, puissent démontrer à ceux qui détiennent les capitaux qu'ils ont droit à l'existence tout aussi bien qu'eux et à vivre une vie convenable.

Quoi qu'en disent ceux qui sont opposés, les ouvriers s'organisent parce qu'ils sentent la nécessité de le faire.

BEN. DROLET.

L'emploi des femmes dans les cabarets

Les employés de tavernes, membres du local 200 de l'Union internationale des employés de tavernes, sont de plus en plus confiants que leurs conditions de travail et les salaires qu'ils reçoivent par le temps qui court avec toutes les taxes que le gouvernement fédéral vient d'imposer, ne resteront pas ce qu'ils sont.

Il fut donc résolu, au cours de la dernière réunion tenue dimanche dernier, sous la présidence de M. Roméo Diotte, vice-président, de demander à la Commission du salaire minimum la révision de l'ordonnance No 23 qui les concerne. Le secrétaire, M. Charles Lalonde, a été autorisé à faire pression auprès de M. Gustave Franck, vice-président de la commission, à ce sujet.

Dans son rapport de délégué au Conseil des Métiers et du Travail, M. E. Duplessis rappela tous les points que le Conseil a résolus dans l'intérêt du Travail organisé. Il relate avoir eu un entretien avec M. Marcel-E. Franck, secrétaire de la Fédération provinciale du Travail, dans le but de faire bénéficier les employés de tavernes de la compensation des accidents de travail et d'un boni de vie chère. Il reçut la promesse qu'à sa prochaine conférence la Fédération s'en occuperait.

Il est tout probable, souligna M. Duplessis, qu'une demande soit faite au même organisme d'approuver la demande de suppression de l'emploi des femmes dans les cabarets, grills, etc.

Après l'admission de quelques mise en nomination des officiers pour l'année 1942-43. Il y aura élection à la réunion du 12 juillet. Les candidats à la présidence sont MM. Roméo Diotte et Jos. Robillard; à la première vice-présidence, ce sont MM. Omer Côté et S. Spector.

Les autres officiers sont élus par acclamation. Ce sont: MM. Albert Villandré, 2e vice-président; Eugène Duplessis, secrétaire-archiviste; M. Charles Lalonde, secrétaire-financier; M. W.-A. Brunet, trésorier; M. A. Mérino, sergent d'armes; MM. Roméo Savard, Eugène Duplessis et Adélarde Brunet, vérificateurs.

Outre les officiers élus formant

le comité exécutif trois autres membres y ont été ajoutés. Ce sont: MM. Roméo Savard, Olivier Brunet et Jules Ratelle.

Délégués au Conseil des Métiers et du Travail: MM. Eugène Duplessis, W.-A. Brunet et Charles Villeneuve.

Le deuxième vice-président, M. Albert Villandré, est présentement en convalescence à l'hôpital Saint-Luc.

La séance s'ajourna après quelques affaires de routine au dimanche, le 12 juillet, à laquelle tous les membres sont avisés de venir faire le choix d'un président et d'un vice-président.

35,000 personnes au service civil à Ottawa

La Commission du service civil a révélé aujourd'hui que le gouvernement emploie à Ottawa 35,000 personnes par année. Avant la guerre le gouvernement n'employait que 11,000 personnes.

Les carnets d'assurance-chômage

M. L.-M. Lymburner, gérant du bureau local de placement et des réclamations de la Commission d'assurance-chômage, fait remarquer que même si l'assurance-chômage existe depuis un an au Canada, beaucoup d'ouvriers ne comprennent pas encore l'importance des livrets d'assurance.

L'ouvrier ne peut être certain que tout est en ordre et qu'il pourra toucher des prestations en cas de chômage que s'il prend un soin particulier de son livre d'assurance et voit à ce que les timbres y soient apposés à date. Au commencement de l'année, les employés ont été enregistrés de nouveau et d'autres livrets leur ont été remis.

Lorsqu'un ouvrier change d'emploi, il lui faut immédiatement remettre son livre à son nouveau patron.

S'il devient chômeur, il doit remettre son livre d'assurance au bureau local de placement et des réclamations. Un reçu lui sera remis qu'il doit conserver aussi longtemps que son livre est en dépôt au bureau. Le livret lui sera rendu lorsqu'il trouvera un emploi.

M. Raoul Gervais élu président du local 349 des peintres

Au début de la séance de l'Union locale 349 des peintres, décorateurs et tapissiers d'Amérique, tenue lundi soir, sous la présidence de M. Jos. Renaud, le secrétaire René Demers donna connaissance d'une réponse du ministre du Travail, l'hon. Edgar Rochette, relative aux objections de l'Union des peintres, concernant l'abolition de la clause du contrat collectif des métiers de la construction qui a trait au maintien de \$500 pour l'entretien des bâtisses.

Les peintres demandent que cette partie du contrat soit modifiée de façon à ce que les prix uniformes de 74 cents de l'heure soient payés sur tous les travaux de peinture exécutés à Montréal.

Voici la réponse du ministre du Travail, parvenue par l'entremise du secrétaire du ministère du Travail, M. O'Connell Mayer:

"M. René Demers, secrétaire de l'Union locale 349, de la Fraternité des peintres, décorateurs, et tapissiers d'Amérique.

"Monsieur. — Votre requête relative à une extension de la convention collective concernant les métiers de la construction de Montréal publiée dans la Gazette officielle de Québec, le 23 mai dernier. Le ministre du Travail garde bonne note de ces objections. Le ministre du Travail vous avise immédiatement qu'il convoquera probablement une réunion, au cours de la semaine du 29 juin, à laquelle seront représentées les parties contractantes et les objectants. Le ministre ne manquera pas de vous aviser en temps et lieu de la convocation nécessaire."

Les intéressés se sont montrés très satisfaits de la décision du ministre du Travail en l'occurrence. MM. Arthur Renaud et J.-L. Morel ont été nommés séance tenante pour aller rencontrer le ministre du Travail pour s'opposer à la clause de \$500 ayant trait à l'entretien.

On procéda ensuite à l'élection des officiers pour l'exercice 1942-43. M. Georges Trépanier, vétéran de l'union, fut prié de présider l'élection. MM. Arthur Boismenu, Eugène Quezel et Joseph Petitpas furent choisis scrutateurs.

Le vote au bulletin secret dura près d'une heure. Le résultat est le suivant: Président, Raoul Gervais; vice-président, J.-L. Morel; secrétaire-correspondant, René Demers; secrétaire-financier, Ernest Desève; trésorier, J.-P. Boisselle, élu par acclamation pour le 6e terme; conducteur, Albert Goudreau; gardien, Jos. Girard; sentinelle, Marc Prévost; vérificateurs, Arthur Boismenu, Henri Leduc et Marc Prévost; délégués au Conseil des Métiers et du Travail, Raoul Gervais, C.-A. Mondor, Ernest Desève et René Demers.

Le président d'élection, M. Georges Trépanier, procéda à l'installation des officiers qui promirent de garder l'harmonie qui fera le succès du local 349.

Election du comité exécutif de l'union des peintres

Les membres du nouveau conseil exécutif du local 349 des peintres ont été élus lundi soir dernier, lors de leur réunion régulière, nous en donnons un compte rendu complet dans une autre page.

Après leur élection, les membres du nouvel exécutif ont décidé de poursuivre la campagne entreprise, il y a près de trois mois, en vue d'obtenir que tous les ouvriers des usines de guerre ne paient que le prix d'un billet ordinaire, après minuit, sur tous les véhicules de la Compagnie des Tramways de Montréal.

La marque syndicale des travailleurs en chaussures

Les membres de l'Union locale 249 des travailleurs en chaussures n'ont pas tenu d'assemblée mercredi, le 1er juillet, fête de la Confédération. La prochaine assemblée aura lieu mercredi, le 8 juillet.

Entre temps l'exécutif, présidé par M. Rosario Hébert, transige les affaires pressantes de l'union. Cet organisme se tient au courant de tous les événements et s'efforce de trouver une solution à tous les problèmes qui se présentent.

M. Jos. Giroux, président du local 249, et M. Rosario Hébert, président de l'exécutif, conjointement avec les autres officiers, sont à préparer un mémoire rappelant aux ouvriers organisés de cette ville et de la province leur devoir de solidarité envers l'étiquette de l'union de cette organisation ouvrière. En effet, on trouve dans ce mémoire une invitation aux unionistes des divers métiers, sincères aux principes préconisés par la Fédération Américaine de Travail, de porter une attention toute spéciale aux produits revêtus de cette marque syndicale, et, en particulier les chaussures.

On fait remarquer que les intéressés, leurs parents, leurs amis et leurs connaissances peuvent se procurer ces produits, portant l'étiquette de l'union, chez tous les marchands de chaussures. Ces derniers se font un honneur et une spécialité d'annoncer cette marchandise de qualité supérieure fabriquée par des ouvriers unionistes. Le mémoire dit aussi que, lorsque l'ouvrier unioniste exige l'étiquette de l'union sur les chaussures qu'il achète, il coopère largement au succès toujours croissant de l'union internationale des travailleurs en chaussures.

Rappelons, souligne M. Charles McKercher, membre du bureau exécutif général de l'Union internationale des travailleurs en chaussures, que cette organisation ouvrière à Montréal compte une existence de 41 ans. Elle eut ses hauts et ses bas; mais, avec de la persévérance et des sacrifices, elle a réussi à maintenir un effectif qui ne laisse pas à désirer et à établir sur une base solide sa marque syndicale dans les fabriques de chaussures les plus importantes de la ville.

Leurs produits sont revêtus de l'étampe de l'Union internationale des travailleurs en chaussures. Cette marque est une garantie que ces produits sortent des mains d'ouvriers organisés.

C'est pourquoi, ajoute M. Charles McKercher, on réclame des travailleurs en général un appui franc, loyal et sincère en faveur des produits unionisés.

Récompenses à certains ouvriers

On apprend que Washington vient d'établir un système de récompense, de certificats et de citations pour les ouvriers américains qui réussiront à améliorer le rendement de la production de guerre.

"On décernera "une récompense à la production individuelle la plus méritoire".

Washington accordera aussi "un certificat de production individuelle méritoire", d'après les rapports préparés par les comités d'ouvriers.

On décernera enfin des "citations pour production individuelle", sur recommandation de la Commission de la production de guerre des Etats-Unis.

On a décidé de décerner ces récompenses aux ouvriers tout comme on en décerne aux soldats sur le champ de bataille. L'ouvrier est considéré comme un "soldat de production" et son pays compte reconnaître ses services. Il est fort possible que le gouvernement canadien suive l'exemple du gouvernement américain.

LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Paul Fournier 1440 Bleury; secrétaire-correspondant — correspondant-secretary, J. E. Galépy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. L.A. 5301; vice-présidents, Onésime Renaud, 909 boulevard St-Laurent; J.-M. Shannon, 406, rue Champ-de-Mars, Tél. BE. 182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; Associate member: Amalgamated Lithographer of America No. 27; President, W. Forrest; vice-président, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelle; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre-Dame St. W., Tel. MA. 7489; Executive, John Moore, Alfred Quéry and John C. Kelly; Auditors, J. A. Ricard and J. D. Kelly. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1070, rue Berri. Président, Joseph Saint-Hilaire, 4115, rue Papineau, Tél. CH. 7174; secrétaire-trésorier, Chs-E. Chaffour, 7439, rue Christophe-Colomb, Tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. — Meets first Sunday of each month at the Mount Royal Hotel. R. M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; Tel. MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président Ferdinand Doucet; vice-président, Elzéar Bernier; secrétaire, Edouard Larose; trésorier, E. Lanthier; exécutif, J.-A. Chamberlain, Emery Lanthier, B. Labelle; gardien, Georges Bélair; agent d'affaires Edouard Toussaint.

Assemblée chaque mercredi, à 8 h. du soir, au Monument National, chambre 10.

- U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11, N. L'heureux, secrétaire.
- U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10. Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.
- U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Eudore Primeau, secrétaire, 110 — 4e Avenue, Verdun.
- U. L. 1224, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, à 1252, rue Stanley, H. H. Salter, secrétaire, 2282, avenue Oxford N. D. C.
- U. L. 1399, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, 4030 ouest, Notre-Dame; H. Martin, secrétaire, 2845 rue Claude Verdun.
- U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis, à 168 — 1ère Avenue, Lachne, Haris Daoust, secrétaire, 159 — 1ère Avenue, Lachne.
- U. L. 1358, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 2138, rue Valois, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans. Membres Associés ce local s'assemble le 2e mardi au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790. Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 790, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153, St-Denis, Tel. L.A. 2503. Officiers — Officers: Elphège Beaudoin, président et agent d'affaires; Jean Renaud, vice-président; O.-A. Neveu, sec.-financier; Victor Trudeau, assistant agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barboisi, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1070, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédent l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349. — S'assemble le 2e et le 4e lundi du mois au No 1331A est, rue Ste-Catherine. Président Jos Renaud 833, Charron; vice-président, C.-A. Mondor, 4227, rue Menana; secrétaire-correspondant, René Demers, 1009, Sherbrooke est, 61, AM. 1991; trésorier, L.-P. Boisselle, 554, rue Goussard; secrétaire-financier, Ernest Desève, 6033, rue St-Dominique; conducteur, A. Goudreau, 9078R est, rue Notre-Dame; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, rue Colonel; H. Dédue, 2492A, est, rue Demontigny; A. Chevalier, 2427, rue Jeanne d'Arc; gardien, Jos. Girard, 8145, rue St-André; agent d'affaires, Edgar Gilbert, bureau 909, boul. St-Laurent, chambre 31, Tél. PL. 6364.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249 — BOOT & SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les mercredis soir à 1231A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 2446, Dorion; vice-président, René Champagne, 1045, Sackville, DU. 351; 2e vice-président, Alex Santa, 3660 St-Dominique; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112, rue Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 6511, résidence, CL. 7125; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4070, rue Papineau, Tél. AM. 7662; sentinelle, Philias Leclair, 1368 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3e vendredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président Rosario Hébert, 3524 Dorion, CH. 3987; vice-président, Milo Alce Riendeau, 921 Dorchester est; secrétaire, Jos. Beauregard, 1508 rue Beaudry.

LA VILLE DESIRE FAIRE CONSTRUIRE DES HABITATIONS QUI DURERONT

Les représentants de la Ville qui ont entamé avec M. Charles David, directeur de l'Office fédéral de la construction en temps de guerre, des négociations dans le but d'obtenir de cet organisme qu'il aide Montréal à régler sa crise du logement ont confiance de pouvoir convaincre Ottawa de ne pas appliquer trop rigoureusement à la métropole du pays les règlements de la construction que l'Office doit respecter. On sait que la fonction principale de ce dernier est de fournir aux petites municipalités industrielles qui, depuis le début de la guerre, ont parfois vu soudainement décupler leur population, assez d'habitations pour loger provisoirement tout ce monde lequel la guerre finie, s'empressera de vider les lieux parce qu'il y a beaucoup d'usines devront nécessairement fermer leurs portes. Le problème de Montréal n'est pas tout-à-fait le même que celui de l'Office de la construction à l'habitude de régler. Ailleurs cet office remplit parfaitement sa mission en faisant surgir de terre de véritables petits villages appelés à disparaître aussi vite qu'on les a créés. Les habitations qu'il élève ne sont que temporaires. On comprend qu'il serait prêt à en construire de semblables ici. On les démolirait la guerre finie.

Toutefois, il arrive que l'administration municipale voudrait faire quelque chose de plus durable que cela et elle en a déjà touché un mot à M. Charles David. Elle lui a fait remarquer en particulier qu'il en coûtera moins cher à l'Office de construction d'ériger de nouvelles habitations à Montréal qu'en rase campagne, parce qu'ici les rues sont déjà ouvertes et pavées, le système de canalisation en place. C'est aussi une bagatelle de fournir les nouvelles maisons d'eau, d'électricité, du gaz et du téléphone. Pour cette raison, a-t-on encore rappelé à M. David, l'Office de construction consentirait peut-être à faire édifier dans notre ville des habitations

ayant un caractère de permanence que ne possèdent pas, par exemple, celles qu'il a construites en série à Saint-Paul-l'Ermitte ou dans plusieurs autres petites localités.

La maison à laquelle songent les administrateurs municipaux serait d'un étage et demi au lieu d'un seul étage parce qu'ainsi ceux qui l'habiteraient disposeraient de quatre chambres à coucher au lieu de deux. On n'y logerait qu'une seule famille. On l'élèverait sur un terrain assez vaste pour que ses occupants puissent disposer d'un petit jardin. Elle aurait un bon solage.

C'est un peu avec ces idées-là en tête que les représentants de la Ville devaient rencontrer M. Charles David cette semaine. Ils avaient un plan concret à lui soumettre, un plan dont la mise à exécution immédiate assurerait qu'à l'automne tous les citoyens de Montréal, actuellement logés dans des magasins ou des garages, auraient enfin des habitations convenables.

On sait que Me Honoré Parent, administrateur délégué de la Commission des affaires municipales de Québec, participe aux négociations en cours.

Comité international d'hommes d'Etat économistes au B.I.T.

La formation d'un Comité international d'hommes d'Etat économistes pour assister le Bureau international du travail dans l'élaboration des plans de reconstruction d'après-guerre est annoncée, aujourd'hui, par le B.I.T. comme étant l'une des plus importantes décisions prises par la Commission de crise du B.I.T. à Londres, en avril.

L'annonce de cette décision est contenue dans un article publié simultanément sous forme de brochure et dans la Revue internationale du travail. Le comité aura la tâche de conseiller le B.I.T. dans son oeuvre de reconstruction.

M. Vincent Massey, haut commissaire du Canada à Londres, qui représentait son gouvernement à la réunion, déclara que le gouvernement canadien "a pleinement conscience du fait que l'Organisation internationale du travail, en raison de sa constitution tripartite, est particulièrement indiquée pour jouer un rôle important tant dans la préparation de la reconstruction que lors de la Conférence de paix elle-même". M. Massey ajouta qu'il lui paraissait toutefois que l'ensemble du problème de la reconstruction devrait être maintenu dans sa perspective propre."

Chez les débardeurs

L'Association internationale des Débardeurs, local 375, tiendra son assemblée régulière dimanche, le 5 juillet, à 2 heures de l'après-midi, en leur salle, au numéro 525 de la rue Bonsecours. Des questions importantes seront discutées. Tous les membres doivent se faire un devoir d'y assister.

J.-M. SHANNON,
Secrétaire-trésorier.

Buanderie - IMPERIAL - Laundry & SUPPLY CO.

TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service

Lavage de famille à prix modérés
Family Washing at Popular Prices

Téléphone FALKirk 1179 Call FALKirk 1179
1471 RUE PARTHENAIS 1471 PARTHENAIS STREET

Gin de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695.

Pour obtenir une boisson rafraichissante, mélangez du Gin de Kuyper avec du ginger ale, du citron et du limon, de la bière de gingembre ou de l'eau tonique, puis ajoutez de la glace.

30ZFRAR

40 onces \$3.90

26 onces \$2.70

10 onces \$1.15

Les employés de tramways et le boni industriel

Les employés de tramways apprendront avec joie la bonne nouvelle que leur comité de négociation vient de recevoir du gérant général de la Compagnie des Tramways, M. D.-E. Blair, une lettre l'informant que la direction a décidé de se conformer à la recommandation du Conseil régional du travail en temps de guerre de payer un boni industriel aux employés.

On sait que ce boni est basé sur une partie des revenus bruts de la compagnie à compter du 1er juillet 1941 au 1er janvier 1942.

Il appert que ce boni sera recevable par les employés vers le 15 juillet. Toutefois, il reste encore quelques formalités à régler au sujet du mode de paiement. En outre du boni précité, la Compagnie paie déjà à son personnel un boni de vie chère de \$1.80 par semaine, rétroactif au 1er janvier 1942, c'est-à-dire que les employés recevront 65 par semaine depuis la date précitée, vu qu'ils recevaient déjà un boni de \$1.15.

Les employés de tramways semblent bien satisfaits que la compagnie ait pris cette décision qui met fin aux pourparlers entamés à ce sujet entre le comité de négociation, composé de M. J.-E. Beaudoin, président, M. O.-A. Neveu, secrétaire, et M. Victor Trudeau, vice-président, et les autorités patronales.

Le pèlerinage des débardeurs

Bien que la température ait été inclemente, dimanche dernier, les membres de l'Union internationale des débardeurs, local 375, n'en ont pas moins fait leur pèlerinage à l'église Notre-Dame de Bonsecours, rue Saint-Paul. Vers 8 heures 45, un groupe impressionnant de membres s'est rendu pour aller rendre un hommage de foi à Notre-Dame de Bonsecours, protectrice des marins et des ouvriers travaillant au port de Montréal.

C'est un spectacle consolant que celui de ces hommes faisant un si bel acte de foi et de reconnaissance envers leur protectrice depuis les premiers temps de la colonie.

Le R. P. Jean Boileau, chapelain de l'église Notre-Dame de Bonsecours, souhaita la bienvenue aux nombreux pèlerins, au cours d'une vibrante allocution et les bénit au nom de la Vierge Marie, afin qu'elle les protège contre tous les dangers et les accidents qui peuvent leur arriver dans l'exercice de leur devoir sur le port de Montréal.

Après la messe, qui fut chanté à 9 heures précises, le pieux cortège se mit en marche vers les quartiers généraux de l'Association internationale des débardeurs, au No 406, rue du Champ de Mars.

On remarquait parmi les officiers présents: MM. J.-M. Shannon, Arthur Gravel, Hector Marchand, T. Brûlé, Donat Bibeault, A. Viola, G. Therrien, G. Duchaine, ainsi que M. Ben. Drolet, chroniqueur du *Monde Ouvrier*.

L'annonce est une arme très efficace

Toronto, 8. — "L'annonce est la meilleure propagande", a affirmé M. Albert Jarvis devant l'Association des Annonceurs d'Ontario, en conférence à Toronto. Il donne comme exemple ce que le gouvernement fait en Angleterre et au Canada. L'annonce dans les journaux, les magazines, les périodiques et les placards produit une prompte coopération de la part du public.

Au Canada, dit-il, la transition des habitudes du temps de paix en celles du temps de guerre s'opéra rapidement grâce à l'annonce directe. Les productions industrielles et commerciales, aussi bien que les restrictions ont été grandement aidées par ce genre de publicité.

L'annonce imprimée est souveraine, tant il est vrai que les paroles s'envolent et que les écrits restent.

L'organisation à Cherrier, à Saint-Paul l'Ermitte

L'oeuvre du comité d'organisation ouvrière et de production en temps de guerre s'accomplit lentement mais sûrement.

Mercredi soir, nous avons l'occasion d'assister à une réunion des ouvriers et ouvrières employés à la section B-8, à l'usine Cherrier, à Saint-Paul l'Ermitte. Cette assemblée était tenue en la salle des cordonniers, 1331A, rue Sainte-Catherine Est.

Les ouvriers intéressés semblent bien disposés à comprendre que leur intérêt primordial est de joindre l'union internationale, pour améliorer leur sort.

Cinq jeunes ouvriers, employés aux usines de munitions Cherrier, avec une éloquence surprenante, entretenirent la nombreuse assistance de la nécessité de s'unir pour combattre les mauvaises conditions qui leur sont imposées. On a fait ressortir qu'un certain malaise existe à ces usines, parce que la direction semble prendre tous les moyens d'empêcher les ouvriers de s'unir et de se joindre à l'union internationale. L'intimidation se pratique là sur une grande échelle, et on conseille aux ouvriers de ne pas adhérer à une union autre que celle de compagnie.

Afin d'empêcher les ouvriers et ouvrières d'appartenir à l'union internationale, on va, paraît-il, jusqu'à faire des perquisitions sur les ouvriers et ouvrières soupçonnés d'avoir une carte d'union dans leurs poches.

Les intéressés sont bien décidés de protester contre cet état de choses et de se prévaloir de la loi qui accorde aux ouvriers le droit de s'unir et de choisir l'union à laquelle ils veulent appartenir.

On annonça qu'à partir de lundi prochain, le 6 juillet, des causeries seront données à la radio, dans le but de renseigner les ouvriers sur les projets des unions ouvrières en vue de rendre plus efficace l'effort de guerre.

La première de ces causeries sera donnée par M. Paul Fournier, lundi soir, à 7 h. 15, au poste CKAC.

Pas satisfaits de la réponse des manufacturiers

Au cours d'une réunion des membres des locaux 66 et 67 de l'Union internationale des ouvriers de la fourrure, tenue récemment, sous la présidence de M. Napoléon Morrier, président du Conseil conjoint, le comité des négociations fit connaître la réponse des manufacturiers à la requête qui leur a été présentée à l'occasion du renouvellement du contrat collectif de travail. Les intéressés ont résolu d'informer les manufacturiers de l'industrie de la fourrure que leur réponse n'est pas satisfaisante et que les ouvriers maintiennent leurs demandes pour le renouvellement du contrat collectif.

Cette décision a été prise après un débat fort animé, à la suite d'un compte rendu des pourparlers des directeurs avec les représentants de l'Association des manufacturiers de fourrure. Ces derniers n'acceptent pas les demandes des ouvriers.

En Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, le premier ministre travailliste, M. Fraser, a formé un gouvernement d'union. Sept députés travaillistes et six députés de l'opposition constituent le cabinet de guerre. Il n'y aura pas de nouvelles élections dans ce pays d'ici un an après la guerre.

On ne devra pas dépasser le prix maximum établi

Dans les centres de la province de Québec où le service de factage est établi, les bénévoles de la Commission des prix ont recueilli cette semaine les demandes de carte de sure-crédit de 95% des consommateurs, soit environ 1,575,000.

La direction du rationnement estime que c'est un succès remarquable et en remercie chaleureusement les 10,000 volontaires qui lui ont prêté leurs concours.

Les gens qui avaient mis leur demande à la poste avant la visite de ses représentants de la Commission des prix n'ont qu'à remplir une autre carte et à la mettre à la poste. S'ils ont commis d'autres irrégularités, la direction du rationnement leur indiquera sous peu la façon de les corriger.

1,575,000 demandes ont été recueillies

La Commission des prix annonce que les manufacturiers et les distributeurs ne pourront pas charger de profit ou augmenter leurs prix en raison des nouvelles taxes ou des augmentations de taxes.

La nouvelle ordonnance décrète que quand la taxe de vente est prélevée sur le prix des produits ou des services tombant sous le coup des nouvelles taxes ou des taxes augmentées on peut la considérer comme une partie de ces taxes et l'ajouter au prix maximum autorisé.

La Commission ajoute que lorsque les manufacturiers ou les distributeurs ont en main des stocks de produits touchés par les nouvelles taxes ou les taxes augmentées, mais dont on a payé la taxe à l'ancien taux, ils n'ont pas le droit d'ajouter à leurs prix quelque partie que ce soit des nouvelles taxes.

Nouvelle union en formation

Il y a tout lieu de croire que le Travail organisé international comptera sous peu une nouvelle union dans ses rangs. C'est l'Union des opérateurs d'ascenseurs qui, par l'entremise de M. Victor Francoeur, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, demanda une charte à l'Union internationale des Employés au service des édifices publics, dont le bureau général est à Milwaukee, Wisconsin, Etats-Unis. Les officiers généraux sont M. William L. McFetridge, président, et William H. Cooper, secrétaire.

Le comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail, dirigé par MM. J.-W. Lenger, président, et Arthur Cadotte, secrétaire, a été prié par un nombreux groupe d'opérateurs d'ascenseurs employés particulièrement dans les édifices commerciaux, de bien vouloir les réunir afin de leur expliquer ce qu'est l'union ouvrière et son but.

La première réunion eut lieu vendredi, le 2 juin, en la salle des employés de restaurants, 1252, rue Stanley, à laquelle un président et un secrétaire provisoires furent nommés.

La seconde réunion eut lieu mardi soir, le 30 juin, au même endroit. Le secrétaire du comité d'organisation, M. Arthur Cadotte, donna aux intéressés toutes les explications et les renseignements désirés. Il s'est dit heureux de constater que certains ouvriers commencent à comprendre le besoin de l'union ouvrière pour améliorer leur sort. Les ouvriers, dit-il, doivent se préparer à l'après-guerre. C'est en joignant les rangs des ouvriers organisés que les travailleurs parviendront à s'assurer un avenir convenable.

Afin de continuer le travail si bien commencé, on a résolu de tenir une troisième réunion mercredi, le 15 juillet prochain, en la salle des employés de restaurants, 1252, rue Stanley.

LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.
 Exécutif: Arthur Martel, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et Elphège Beaudoin, vice-présidents, Marcel Franço, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094

Téléphone: LAncaster 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.
 Executive: Arthur Martel, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and Elphège Beaudoin, vice-presidents, Marcel Franço, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094

Telephone: LAncaster 7808

Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal.

Plaie d'argent n'est pas mortelle

(Suite de la première page)

de justice sociale quand il permet des déductions en raison des paiements que doivent effectuer les contribuables quant à leurs primes d'assurances, aux hypothèques dont sont grevées leurs propriétés, etc. Nous constatons aussi qu'après la guerre, les contribuables ayant payé des taxes sur les excès de bénéfices auront droit à un remboursement de 20 pour cent. Cela donnera à l'industrie une aide matérielle qui contribuera beaucoup à la conversion de l'entreprise de guerre en entreprise de paix. Mais les salariés n'auront droit à aucun remboursement sur leurs taxes, malgré les privations qu'ils auront eu à endurer.

Scmme toute, nous devons accepter le budget comme il sera adopté par nos représentants. Nous aurons des sacrifices à nous imposer, nous perdrons quantité d'avantages que nous avons mis plusieurs années à acquérir, mais on nous promet pour après la guerre la liberté de vivre à notre guise, de disposer du peu de biens qui nous restera, de travailler pour qui et quand nous voudrons, le choix de notre vocation, de notre métier et de notre profession, en un mot, un genre de vie que nous modèlerons nous-mêmes. Cela vaut bien quelques sacrifices, quelques privations pour le bien commun. La liberté, quelle belle chose! C'est en la perdant qu'on apprend à en connaître le prix. C'est quand elle est menacée et que nous le comprenons que nous sommes portés à accepter les sacrifices nécessaires à sa sauvegarde. Toutefois, nous nous rappelons que l'hon. sénateur Athanase David nous a dit, un jour, au monument des héros de 1837, au Pied-du-Courant, que "la liberté ne s'achète pas, on la prend."

Ce qui voudrait dire que nous ne devons pas nous contenter de payer, de prêter notre argent au gouvernement, pour sauvegarder notre liberté. Non, il nous faut combattre, produire les engins de guerre nécessaires à nos soldats et à ceux des démocraties qui se défendent contre les barbares de l'Axe.

La production civile doit être délaissée au profit de la production de guerre. Les taxes y aideront en restreignant à l'extrême limite la consommation civile.

"Dans une économie de guerre," nous dit M. Beaudry Leman, "le principal, après avoir assuré la subsistance de la population, c'est la production de ce que réclament les armées. Il importe donc d'affecter aux fabrications de guerre le plus de main-d'oeuvre, de matières premières et d'outillage possible." En étudiant le budget, on se demande si c'est bien ce que celui-ci a en vue. S'il allait négliger la population du pays, au profit des armées, (ce que nous ne croyons pas, mais que l'avenir nous dira), ce ne serait pas un avantage pour nos combattants qui ne pourraient recevoir ce qu'ils réclament d'une population incapable de l'effort nécessaire.

En bons patriotes que nous sommes, nous ne devons pas négliger la production de guerre, en y mettant toute notre ardeur et notre habileté, et nous devons accepter les charges financières que nous impose notre participation au conflit. Quant à la critique du budget, nos représentants s'en chargeront: s'ils peuvent alléger notre fardeau, surtout pour les salariés modestes, nous les en remercions; sinon, nous ferons face à la musique, en nous disant que: "Plaie d'argent n'est pas mortelle" et qu'on ne pourra nous prendre plus que ce que nous avons. Il est vrai que nous devons diminuer notre train de vie et nous placer à un niveau beaucoup plus bas, mais l'enjeu en vaut la peine. Si les axistes réussissaient à nous conquérir, qui sait comment nous vivrions.

On ne va pas à la guerre sans qu'il en coûte.

R. HACHETTE.

Dans vos affaires avec nos annonceurs
mentionnez

"LE MONDE OUVRIER"

Nos dépenses de guerre s'élèvent à \$10,684,931 par jour actuellement

Si l'on considère que nos dépenses de guerre atteindront durant le présent exercice fiscal 1943-43 au delà de \$3,900,000,000, c'est dire que le pays dépensera pour la guerre \$10,684,931, soit l'équivalent de \$445,215 par heure, \$7,420 par minute et \$124 par seconde. De telles dépenses fantastiques sont, certes, nécessaires en ce moment où il nous faut pousser activement la fabrication des armements pour gagner la guerre, mais, comme, par contre, les nouvelles exigences fiscales ne rapporteront malgré tout, cette année, que \$1,944,450,000, c'est dire qu'il importe d'économiser le plus possible, afin d'éviter un déficit budgétaire trop élevé l'an prochain. Dans le temps comme dans le temps, diront quelques-uns, mais il ne faut pas oublier que l'on ne saurait taxer davantage les contribuables l'an prochain, car la mesure est déjà pleine actuellement... et alors... devra-t-on recourir à la presse à imprimer? Allons donc et que nos gouvernements s'empressent de donner l'exemple et qu'ils pratiquent en tout et partout la belle vertu de l'épargne, sinon notre économie pourrait bien s'en ressentir.

Les Etats-Unis dépenseront la somme de \$200,000,000 par jour

Si le Canada sera obligé de dépenser cette année \$3,900,000,000, les Canadiens peuvent se consoler à la pensée que les Etats-Unis dépensent actuellement \$3,800,000 en armements par mois et que ce serait leur intention de porter leurs dépenses de guerre avant longtemps à \$6,000,000,000 par mois; ce qui signifierait une dépense quotidienne de \$200,000,000.

En face de cette danse des millions de dollars, il n'est donc pas étonnant que les impôts ne puissent suffire, pas plus, d'ailleurs, que les souscriptions volontaires et, c'est pourquoi, nous sommes en train d'assister à une certaine conscription des richesses, sous forme d'économie obligatoire. Comme chacun le sait, elle est en vigueur dans notre pays depuis le 1er juillet, et s'il faut en croire certaine dépêche provenant de Washington, le gouvernement américain songerait grandement à imiter Ottawa sur ce point. C'est d'autant plus logique, que Londres l'a adoptée il y a déjà quelque temps et qu'elle en a obtenu des succès. Comme le Trésor américain poursuit présentement une campagne de vente de \$1,000,000,000 d'obligations par mois, l'on prétend en certains milieux que l'administration rooseveltienne n'en viendra à adopter le système obligatoire qu'au cas d'insuccès des souscriptions volontaires. Il est permis d'en douter, en face de ce que l'hon. Ilsley vient de faire chez nous, malgré le succès retentissant de notre dernier emprunt de la Victoire.

Se rendront-ils à la suggestion

Vancouver, 2, (P.C.) — La délégation des ouvriers de chantiers maritimes qui, la semaine dernière, s'est rendue à Ottawa pour obtenir l'abandon du système de production actuel, a demandé, aujourd'hui, à tous les intéressés d'accepter la suggestion du ministre du Travail, l'hon. Humphrey Mitchell, de faire l'essai du système durant un autre mois.

"Nous acceptons la suggestion du ministre. Il n'y a pas d'alternative", a dit Lawrence Anderson, porte-parole des unions. La délégation avait demandé que l'on substitue au système actuel la semaine de six jours.

NOUS DEVRONS BEAUCOUP DE RECONNAISSANCE AUX OUVRIERS AMÉLIORANT L'EFFORT DE GUERRE

Nos chefs ouvriers, politiques et militaires sont unanimes à l'affirmer: la carence d'organisation et la perte de matériaux constituent de graves empêchements à une production intense, nécessaire pour gagner la guerre. Ensuite, une collaboration plus étroite entre patrons et ouvriers est nécessaire. Les observateurs font aussi remarquer qu'à cause de l'expansion que prend l'industrie, le patronat est souvent isolé dans son travail d'administration et perd contact avec la main-d'oeuvre.

Ces mêmes faits ne sont pas seulement constatés au Canada; ils le sont davantage en d'autres parties de l'Amérique du Nord, où la population est plus dense, car alors, le problème ouvrier s'y manifeste plus aigu.

Pour y remédier partiellement, le gouvernement de Washington vient de proclamer un système de récompenses, de certificats et de citations pour les travailleurs américains trouvant des moyens d'augmenter et d'améliorer l'efficacité de la production de guerre. Il faut dire que l'idée n'en est pas entièrement nouvelle: a été mise en pratique en Russie, voilà quelques années, et a remporté des succès dont les nazis se ressentent péniblement aujourd'hui.

La reconnaissance officielle se manifestera de trois manières: la première sera en décernant une "récompense à la production individuelle la plus méritoire". Elle sera donnée par le comité ouvrier des différentes usines, à celui dont les suggestions ont amélioré la qualité de la production, ou ont contribué à conserver du matériel précieux qui s'usait auparavant trop vite; ou enfin, qui ont servi à augmenter l'efficacité du travail de façon tangible.

La deuxième reconnaissance de l'Etat sera appelée le "certificat de production individuelle méritoire". Cette fois, ce sont les quartiers généraux du "War Production Board" eux-mêmes qui décerneront le certificat, d'après les rapports qu'auront faits les comités ouvriers, sur l'utilité de certains hommes, selon les mêmes raisons que celles invoquées pour la première "récompense." Evidemment, cette seconde attribution est plus importante que l'autre.

Enfin, le troisième et plus haut titre à être décerné, sera celui de la "citation pour production individuelle". Cette citation sera accordée

sur recommandation du comité technique du WPB, et signée par le président Donald Nelson. Elle ne sera donnée qu'à l'ouvrier dont une suggestion, un plan ou une découverte auront influencé tout l'effort de guerre des Etats-Unis.

Ces trois récompenses sont en somme sur le même plan que celles qu'on décerne aux soldats sur le champ de bataille. L'ouvrier est considéré comme un "soldat de la production", et sa patrie compte reconnaître ses services. Il est fort possible que le Canada suive l'exemple américain, afin de rendre hommage à ses ouvriers les plus efficaces.

Car on ne gagnera pas cette guerre seulement en recommandant plus d'entente entre les uns ou les autres. La victoire aura besoin de la contribution de millions d'ouvriers qui se sont donné rendez-vous avec leur machine-outil. Chaque homme et chaque femme du Canada doit connaître aussi parfaitement que possible la technique de son ouvrage.

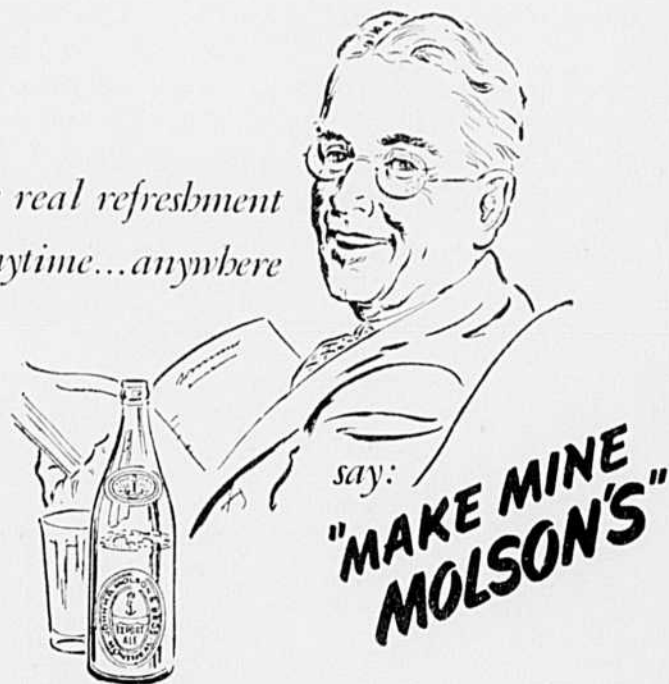
Il ne s'agit pas seulement de gagner un bon salaire. Il s'agit de travailler chaque jour un peu plus, un peu mieux pour améliorer l'effort national, et de le faire un peu plus vite.

Et rien ne nous empêche de reconnaître de manière officielle les mérites hors-ligne des ouvriers qui auront fait progresser leur pays dans la voie d'une triomphante et juste paix.

L'enrôlement dans la province de Québec

En réponse à une question posée par un député, le ministre de la Défense nationale, le colonel Ralston, a communiqué à la Chambre dans la province de Québec, les chiffres suivants sur l'enrôlement: Jusqu'à maintenant 74,053 hommes de cette province se sont enrôlés volontairement pour servir n'importe où. Sur ce nombre, on compte 36,140 combattants d'origine française (29,651 dans l'armée, 1,474 dans la Marine et 5,025 dans l'Aviation) et 37,913 combattants d'autres origines raciales (27,071 dans l'Armée, 3,706 dans la Marine et 7,136 dans l'Aviation). Le ministre a expliqué que l'on ne fait pas état de l'origine raciale dans les archives militaires.

For real refreshment
anytime...anywhere



July Fourth, 1942

By RUTH TAYLOR

Many centuries ago, Pericles, the great Athenian, said, "The secret of happiness is freedom; and the secret of freedom is a brave heart."

We realize this truth anew today as we face the changes wrought by total war. We know that every threat to freedom is a threat to our personal and national happiness, and because of this we gladly lay aside for the moment our liberties and place restrictions on our freedom for the sake of a strong defense and preservation of those liberties and of that freedom.

Happiness is the result of free choice: of the ability to give freely and not upon the demand and according to the will or whim of some self imposed overlord. Happiness is found in the freedom to live according to the laws of right and justice; to work in a spirit of friendly intercourse with our fellow men, unhampered and unhindered by prejudice against anyone because of race or creed or color or class. Happiness rests in freedom to worship as our conscience dictates; to pray to God as a free man, at peace with one's own soul, and to see to it that our neighbor has the same privilege. There could be no happiness for a free born and free spirited American under totalitarian rule.

Freedom is the absence of fear — of that corroding dread of impending evil, that cancerous mistrust of one's closest comrades which is the deadliest weapon of the dictators. Freedom is the security given by peace of mind in a world in which men are motivated by respect for the rights of others and by a sense of their own obligations to society. Freedom is the knowledge that success or failure depends upon one's own self and the way in which one's talents and abilities are utilized. Freedom is the way of life for men who are not afraid of living.

A brave heart is one that has courage and faith. It has courage to go ahead; to believe in the integrity of others; to combat evil wherever it exists; to fight loyally and wholeheartedly to the bitter end; to face the unknown because of the guiding light of purpose, the hope of a finer goal. It has faith — faith in one's self, in one's fellow men, in the God of one's belief — and in the future whether it be a future in this world or beyond our earthly ken.

"The secret of happiness is freedom; and the secret of freedom is a brave heart."

Labor Speaks to Europe

Union Shipworkers On The Air

LABOR VOICE:

"Ships will win the war." That, my Friends, is our slogan for the duration of the war. That we can outproduce the rest of the world is known. Not even Hitler believes for a moment that American production can be overcome by Germany and the rest of the Axis and the occupied countries. Hitler knows that he cannot outproduce us, but he may have a fighting chance if he can keep our guns and tanks and planes from getting to the fields of battle all over the world.

We American workers are willing to take up that challenge.

Yes, Sir, on the fifteenth of June of this year, in reply to a request by President Roosevelt, the shipbuilding industry and the Metal Trades Department of the American Federation of Labor agreed on a plan throughout the country. That plan was based on the policies laid down in December by labor representatives.

Just listen to what the workers were guaranteed under this agreement. They work a regular forty-eight hour week. But for each hour over forty that they work they get paid time and a half for overtime. If, at any time, they are requested to work seven consecutive days they receive double time for the seventh day. Each man is guaranteed one day off in seven so this double time would only apply in exceptional cases where the work must go on and not enough men are available.

Well, what did this agreement mean to the war effort? It met in every respect the request of President Roosevelt that ship construction be carried on seven days a week, twenty-four hours a day.

So, if you hear about a few American vessels being torpedoed by the Axis, don't pay too much attention to it. Yes, some of our ships are being sunk. With the thousands of ships we have sailing all the oceans it would be unusual if some of them didn't get sunk.

But against those ships that have been sunk you have to remember that American Shipyards on the Pacific Coast, on the Atlantic Coast, on the Gulf of Mexico and the Great Lakes region are working seven days a week, twenty-four hours a day. That is the answer of American trade unions to Hitler's torpedoes.

Let me give you an idea of what our union shipbuilders have been doing. We're building a tremendous fleet of cargo ships over here to carry weapons of war to our Allies all over the globe. We call 'em Victory ships. When these ships were first designed, the engineers thought that it would take 180 days to build each ship.

Through the increased efforts of union shipyard workers, they started turning them out in 105 days. They were actually building those ships in 75 days less than the engineers thought it could be done. They really got to work. Now, on the Pacific Coast, they're turning out Victory ships in sixty days. Yes, let me repeat — sixty days. In addition to building Victory ships we are building lots of other kinds of ships, too. We're building a gigantic fleet of submarines, aircraft carriers, battleships and so on down the line. And we're setting records in all of them.

Don't take my word for it. Listen to what a high United States Navy officer had to say about it: "Last month American shipyards put into service fifty-eight new ships with a total tonnage of 632,000 tons. American ship construction is surpassing even our fondest hopes. I wonder how the Axis propaganda agents will feel when they learn that we completed a 10,500 ton ship this month in the incredibly short time of only forty-six days."

No other nation on earth will beat the records for shipbuilding construction that are now being set in America by free trade union men



Going My Way, Buddy?

A. F. of L. WORKERS

WILL DO THEIR DUTY TEN TIMES OVER TO

SMASH THE AXIS

who are working under a full protective agreement. They are getting a high standard wage.

And officials of the Government are fully aware of the part that union labor has played thus far and is going to play even more in this great battle of production. Donald Nelson is our Director of War Production. He expressed his appreciation for the co-operation of trade union labor in this way: "This nation is beginning to produce as no other nation in the world has ever produced. The soldiers of production just as truly as the boys at the fronts, are helping to lick the enemies of Democracy."

Never mind what your Axis propaganda tells you. Use the facts you see and judge for yourselves. And then remember that American trade union labor is fighting for your rights as well as its own. Shipping will win the war and American trade union shipbuilders will provide that shipping. — Excerpts from *Shortwave Broadcast to Europe under Auspices of the Labor League for Human Rights.*

American Federation of Labor Wins Two Tax Victories

Washington, D. C. — The American Federation of Labor scored two notable victories in the final drafting of the new tax bill by the House of Ways and Means Committee.

First, it succeeded in knocking out a proposal to compel labor unions to pay destructive taxes on their income. This was a variation of the bitter fight which reactionaries for months have been waging against the nations workers.

The second triumph was the "definite, final and irretrievable" shelving of a sales tax. The committee tossed this iniquitous levy into its waste basket after nearly five months of jockeying by lobbyists for Big Business to shift the bulk of the war bill from the wealthy to the backs of people of modest means.

The movement to tax the income of unions was inspired solely by hatred of labor and not by a desire to provide revenue for the government. Those who conceived it had in mind Alexander Hamilton's dictum that "the power to tax is the power to destroy."

Labour News From Britain

Labor Takes Thought For The Morrow

British Trade Unionists Put Forward Their Plans For Post-War Social Security. — First Win War — Then The Peace.

From HERBERT TRACEY of the British Trades Union Congress

With deep confidence in ultimate victory for the United Nations, British Labor is thinking ahead of military events, and is shaping its policy for the future. Practical considerations dominate the programme-making activities. Its forward-looking leaders are beginning to think seriously of the implications and obligations embodied in such "master" instruments of Government policy as the Atlantic Charter, the Lease-Lend Agreements and the Anglo-Soviet Treaty.

I dropped in on one highly competent Trade Union officer as he was writing a leading article for his own Union Journal. He told me that he felt it necessary to explain to his members the significance of the friendly understanding between the U.S.S.R. and the United States, on the basis of the American Lease-Lend agreements, simultaneously with the completion of the Treaty of Alliance between the U.S.S.R. and Britain.

These Lease-Lend agreements, together with Pacts of mutual assistance, he said, locked together in a remarkable manner the leading governments in the League of Free Nations.

In this article (yet to be published) he proposed to tell his people that the Anglo-Soviet Treaty does not stand by itself: "It is the cornerstone of a great political alliance". Its full significance cannot be understood by reference only to the terms of the Treaty: the terms of the Lease-Lend agreements, which he described as "America's equivalent diplomatic instruments" have also to be taken into account.

MUTUAL AID DEPENDS ON WILL OF PEOPLE

What these documents mean, he told me — reading from his manuscript — is that the Governments of the United Nations are parties to both a short-term and a long-term policy. The short-term policy is to defeat the enemy; the long-term policy is to collaborate in maintaining the peace of the world, and in creating the security of economic prosperity among the nations when the war is won. The continuance of this system of collaboration and mutual aid depends on something more than the policy of Governments — it calls for ratification and reinforcement by the will of the people. And that depends, in turn, upon the strength and solidarity of the organized working class.

So in this article my friend went on to urge the establishment of still closer and more intimate association with the American Trade Union Movement, and with Trade Unionists in other countries. He suggested the creation of a United Council of Trade Unions to consult upon and consider the developments now taking place in the relations of Governments and peoples. These bear directly upon the future of the working classes in all countries, and, he said, call for continuous examination and interpretation from the Trade Union point of view.

He pointed out that the Lease-Lend agreements are instruments of first importance from this standpoint. He quoted President Roosevelt's reference to them as "the first of our concrete steps in the direction of affirmative post-war reconstruction." Trade unionists would do well to study them, in the light of the Atlantic Charter and the Anglo-Soviet Treaty: "These are cornerstones of a mighty structure, built during the war on massive foundations to last through many generations."

LABOR WOMEN PLAN FOR FUTURE

Organized working women look forward, too, in the same hopeful and creative spirit. The National Conference of delegates from the women's sections of the Labor Party is to be held on June 24-25. Representatives of the women in the Trade Unions and Co-operative Societies will also attend this Conference, one of the important annual fixtures of the Labor Movement. There are over 50 resolutions on the Agenda, besides a lengthy report dealing with the work of the organization in women's interests during the year.

These resolutions range over a wide field, passing from the distribution of fruit juices to children, the development of war-time nurseries, the rationing of boots and clothing, soap, fuel and household goods, to pensions for widows and aged folk — and to problems of post-war planning. The very first resolution on the Agenda asserts the view that "the post-war world must be built on foundations which allow women equal chances with men to give service to the community and to earn equal rewards for such service."

Another comprehensive resolution on post-war planning calls for detailed plans for an all-in Social Security Scheme, which will supersede all present schemes of social insurance, pensions, family allowances and so forth, and will "cover all contingencies including unemployment, sickness, invalidity, old age, widowhood and orphanhood, however caused among every section of the population."

This proposal for a unified and comprehensive system of social insurance and allied services is not the exclusive concern of Labor women. It has been the subject of intensive examination and discussion by the General Council of the Trades Union Congress. This Body prepared evidence for submission

A Letter to A Workingman

As a worker dependent entirely upon what you earn for the maintenance of yourself and your family, you are vitally interested in the conditions that affect employment. When you are employed and paid decent wages, you are more or less happy. Where you do not work longer than a reasonable number of hours, you can spend your leisure with your family and meet friends and fellow workers and spend your time enjoyably or instructively.

You are no doubt one of the large number employed in the plant or establishment for which you work. When you made application for a job, you were interviewed by a foreman or personnel manager and in all likelihood asked to fill out a form giving particulars concerning yourself. If you were successful in getting the job, you took your place with the hundreds or possibly thousands employed in the establishment.

When you were advised that there was a job available, you were told by the foreman or employment manager the wage that you would receive. (This is taking it for granted that the employees were not organized and parties to an agreement with the employer).

Once you began working, you had a chance to look around and at odd moments, perhaps passing a word or two with those working alongside. If you were satisfied with the wages paid, the hours worked, overtime rates and conditions generally, you found little cause for complaint. On the other hand, if you became dissatisfied because the wage paid you was not enough, the hours too long, and the conditions generally not conducive to health or cheerfulness, you had ground for dissatisfaction.

If you felt that something should be done to remedy this situation, you discussed it with your fellow workers and they, no doubt, agreed with you that something should be done to improve conditions. From the workers' standpoint, the most effective and immediate agency to bring about necessary changes in wages and working conditions is the union. Some may have scoffed at the suggestion that the only way to get satisfaction was to join an existing union or if one was not in existence organize it, but they had nothing better to suggest.

Let us be honest about it! As an individual in a large establishment, you are a cog in a big machine. It is the workers who collectively turn out the machines or products which the employer manufactures for his customers or the Government. While the individual worker cannot alone stop or suspend operations, if his fellow workers collectively suspend their labours or stop working, the machinery comes to a standstill.

I give you this illustration in order to make you appreciate, that even in industry it is unity and solidarity that is essential to the carrying on of operations and the completing of the finished product. This unity and solidarity is equally as essential and necessary, if the

individual workers in their collective quality wish to not only be respected but secure the consideration to which they think they are entitled as employees engaged in the production of commodities for use, consumption, or exchange.

I don't suppose I need stress the fact that the individual worker is not in a position of equality to discuss with the employer or his representatives the terms of employment. His weakness in this respect is due to being only one of the large body of workers. Where he is associated with other workers who choose from amongst themselves representatives authorized to discuss with the employers, wages and working conditions, the worker benefits from the advantage and strength that numbers give.

Experience has demonstrated, that without the trade union the worker can very seldom secure the wages and working conditions making for satisfaction and health. The need for a trade union is even more urgent in these days of mass production than it was at the beginning of the industrial era. Even then, the skilled workers in the crafts formed unions, since they had learned, that through their association they could bargain for their services much more successfully than they could as individual applicants for employment.

You know that employers generally were antagonistic to unions. In their opposition to their workers organizing, they got the open or silent sympathy of the employing element as well as the press, and other persons and groups who resented workers joining unions and thus putting themselves in a position to demand or dictate terms to employers.

The most effective weapon to enforce the demands made was the strike. By the workers collectively withholding their labour, they forced the employer to seek for workers elsewhere known as "strike breakers" or meet the representatives of their workers and discuss terms which were embodied in an agreement.

It is through the trade union that wages have been substantially increased and hours of labour considerably reduced. No one can challenge or deny this fact! Overtime rates are generally recognized and paid by employers as a result of the representations made by the organized workers. It occasionally happened that strikes were lost, but on the whole, the workers have gained a great many concessions because of their organization and the exercise of their right to strike.

The trade union gives the worker confidence and makes for fraternity in the shop. You know, that if you are a member of a fraternal order wearing its button, that if you meet fellow members that there is an immediate bond established. Where you are employed in a large factory, shop, mill, or on a railroad and men doing work similar to your own belong to the same organization, you feel you are meeting a friend

to the Government's Inter-Departmental Committee appointed to undertake a survey of the existing national schemes, and to make recommendations for their co-ordination and development.

TRADES UNION CONGRESS PROPOSALS FOR SOCIAL SECURITY

The Trades Union Congress General Council, in consultation with its affiliated Unions, secured agreement on the principle of an inclusive scheme covering all "gainfully occupied persons," meaning, those engaged in any trade, business, profession, office or vocation upon which they are dependent for a livelihood.

The General Council's proposals envisage the creation of a single Ministry to administer the scheme, on the basis of a flat rate of benefit covering all the contingencies including maternity, death and orphanhood as well as unemployment, sickness, accidents, and old age. It includes also the proposal to attach to the system a comprehensive national medical service, covering everything that medical science can command for prevention and cure of sickness, to be provided by the State and made available to everybody in the nation.

Statement re Army Week

On the occasion of Army week, the members of Aircraft Lodge 712 of the International Association of Machinists reaffirms their solidarity with our boys in the khaki and the blue. Our union and its members are pledged to do their utmost to turn out more and more of the planes that are so vitally needed for victory. The aircraft workers of Montreal, French and English alike, are united in their determination to "keep 'em flying."

The announcement over the weekend of the understanding reached between Prime Minister Churchill and President Roosevelt, concerning the plans for offensive action in Europe in the near future, has set new tasks and responsibilities for our members and the Canadian people as a whole. Now, more than ever, do we need real understanding and cooperation between labor, management and government. Now, the work of our joint Labor-Management Production Committees becomes more important than ever before. Now we must clear up all grievances and misunderstanding that may exist in the plants, and so leave the decks clear for all-out action on the production front. Now is the time to weld the solid unity of English and French-speaking Canadians, based on real economic and political equality.

There are thousands of our boys who have left the aircraft shops to join the fighting forces. To them, and to the hundreds of thousands of other Canadians who have pledged their lives to defend our freedom, we say: You're doing a job for us, and we're right behind you. We won't let you down! The planes will be there when you need them — and there will be plenty of them!

and can take him into your confidence, and that if you have a grievance because of the attitude of the foreman or the superintendent, that you are not alone and you will not only get the support of those working with you in the shop but the organization of which you and they form part.

The singular thing about the trade union is, that because of its influence, it is not only able to get benefits for its members, but automatically for those in the same industry who are not members. No investment pays such generous dividends as membership in a trade union.

As an intelligent worker interested in your own welfare and that of your fellow toilers, and as a law-abiding member of the community and one who wishes to advance himself along economic and educational lines, the duty that devolves upon you is to not only co-operate with your fellow workers in joining or organizing an association of those in the same trade, but exercising whatever local influence you have to get workers in other crafts or services to join or form unions.

In the degree that the workers in a community are organized, are they able to not only improve their economic condition but effect social changes of importance and make representations to legislative bodies for needed reforms.

Naturally, as a worker, you are first interested in getting fair wages and decent working conditions. Once these are secured, you can then discuss with your fellow workers and fellow citizens, how you can, as a member of your union or other social organization, work for and secure the adoption of measures that affect the health and welfare of those living in the same community.

I think that you will now appreciate not only the duty of becoming a member of the union of your craft, calling, or occupation but the many advantages that such membership gives.

LABOUR'S FRIEND.

PALACE

IRENE DUNNE as the
'Lady in a Jam'
with PATRIC KNOWLES
RALPH BELLAMY
EUGENE PALLETTE

CAPITOL

GEORGE RAFT
PAT O'BRIEN in
'BROADWAY'
with JANET BLAIR
Added Feature
'You're Telling Me'

PRINCESS Theatre

VERONICA LAKE
ROBERT PRESTON in
'This Gun For Hire'
Added Feature
'Our Russian Front'

LOEW'S THEATRE

2nd BIG WEEK!
JEANETTE MacDONALD
NELSON EDDY in
'I Married an Angel'
'BARBEE CUES'
A Pete Smith Specialty

MONARCH GAS RANGES

Made by

Canadians

for

Canadian Homes

Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS
(Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

Nazis Forbid Workers Wage Demands

Growing pressure of the authorities for increased industrial production has been answered by the workers with demands for higher wages to meet the rising cost of living. Though many employers, caught between Nazi demands and labor unrest, seem willing to concede the workers' demands, the Hitler Government has clamped down and declared through its labor commissioners that wage increases will be permitted only in most exceptional and well proven cases. "Unsubstantiated applications for wage increases are unscrupulous, raise false hopes, and lead to disappointments. If the flood of applications does not cease I shall have to forbid them", says a statement of the Labor Commissioner for Western Germany.

Let the Public Know!

Publicity Essential to an Understanding of the Labour Movement. — Activities of Organized Labour Should be Given Prominence In the General Press.

I have had occasion to frequently refer in these columns to the need and advantage of fuller publicity, both news and editorial, being provided for the activities of labour unions.

If "it pays to advertise," it is certainly advisable for labour unions to acquaint the uninformed public with the purpose and accomplishments of the labour movement. We are no longer living in an age or a day when men were afraid to express their views openly or disclose their membership in a labour organization.

The right to join a union is guaranteed workers in the United States by the National Labour Relations Act. While we have not yet legislation of a similar kind in the Dominion, the Government has placed itself on record in setting out what it considers should be an employer-employee relations policy.

If certain employers still adhere to the old fashioned view that they can do as they please in the engaging or discharging of men, regardless of whether they belong to unions or not, the fact remains, that workers are becoming more aggressive in expressing their intention of joining unions and through them endeavoring to meet employers and conclude agreements.

Several of the larger organizations have agreements with employers. From information available, the parties to these agreements find them to their mutual advantage. Differences and disputes are adjusted amicably, or through the appointing of a Chairman of an Arbitration Committee to decide such matters which cannot be settled by a meeting of the Management with the Grievance Committees.

The large newspapers are owned by men or corporations that are not by any means sympathetic to labour. Pages are devoted to the activities of brokers, sports, and other groups, but very little coverage (in view of the important part they play as producers and citizens,) is given the labour unions. It is only when a strike breaks out or one is threatened that a reporter is given a labour assignment. Some papers have a so-called labour column which gives brief accounts of meetings of unions. It does not occupy a conspicuous place and is hardly read by the majority of the paper's readers.

The growing importance of organized labour warrants a greater degree of publicity than it has hitherto or is presently receiving. There is no reason why statements made by prominent labour leaders should not be given the same amount of space and prominence as that accorded the officers or representatives of large corporations or associations.

Labour leaders speak on behalf of an important section of the community. They voice the views of the workers who are called upon to produce and serve in the armed forces.

It may be stated that unions cannot very well afford out of their funds to spend much in the way of advertising. This should not be more necessary than it is for a manufacturers' association or a service club which invites prominent citizens to deliver addresses.

Organized labour is entitled to much more consideration from the general press than it has been getting. It should insist that more space and prominence be given its activities and the addresses of its leaders. A newspaper that deliberately refuses to give fuller coverage to organized labour is not entitled to its support.

The policy of the American Federation of Labour has been to support its friends and defeat its enemies. While this is presumed to refer to candidates for political office, it applies equally to the press and other agencies whose influence organized labour seeks to obtain.

The employer who arbitrarily refuses to meet his employees notwithstanding the suggestion contained in P. C. 2685, diminishes that co-operative effort so essential to the urgently required increased production of war commodities and equipment.

We have heard a good deal in recent months of union-management co-operation. One is amused to hear an employer speak of his regard for his employees and his readiness to do what he can to promote their welfare, yet strenuously objecting to his employees organizing and submitting to him, through their chosen representatives, suggestions for improved relations as well as accelerated production.

Notwithstanding the contention that funds are not available in the amount required to give organized labour the publicity it must and should have in the local press, any expenditure in this regard will prove to be a splendid investment.

Both employers and newspaper proprietors must be told that the trade union movement has as much right to be placed in a favourable position before the public as that of any other nation-wide organization.

When one or more large newspapers refuse to meet the wishes of organized labour in the matter of more space and prominence in all that relates to acquainting the public with the objects and activities of the labour movement, it then devolves upon the unions to make provision to get this pub-



BLACK HORSE OF COURSE!
CANADA'S FINEST ALE

licity, since, in the measure that it grows or becomes more expansive, will it result in a very substantial increase in union membership.

In a speech delivered at New York University, Marshall Field, the publisher of PM and the Chicago Sun, expressed the hope that co-operatives and labour unions will try to create new and living forms of journalism. Coming from so outstanding a newspaper owner and publisher as Marshall Field, the views he expressed are not only encouraging but provide the incentive for labour to create the "new and living forms of journalism" which he believes are essential to the well-being of the people and the future of the nation.

Owners of all sorts of commodities and brands of spirituous beverages advertise their product. They know that even though what they have to sell is of excellent quality, they must nevertheless keep on advertising. I have had occasion to say that wide and continuous publicity will prove as profitable to the trade union movement as it no doubt does for those who find that they can hardly dispose of their products unless the public is constantly kept advised of its many good qualities.

From the workers' standpoint, there is no better investment than membership in a trade union. The labour movement has been the means of very materially improving the economic and social status of the worker.

Why not tell the public all about it, through the newspaper and every other available medium of communication?

R.

Pour vos impressions

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

MERCANTILE PRINTING, LTD.

11, rue Saint-Paul Ouest

MONTREAL

**A.F. OF L. WORKERS
WILL DO THEIR DUTY
TEN TIMES OVER TO
SMASH THE AXIS**

I.L.G.W.U. Wins Legal Victory for Labor

(Continued from page 1)

circumstances that an appeal from an interlocutory injunction granted in December 1938, only comes before this Court in appeal in 1942. It might be said that at this late date there is nothing to be gained by the appellants and they might as well wait a little longer until the case is decided on its merits, but mere lapse of time should not be considered a cure for any ill which may have originally existed.

In dealing with a demand for an interlocutory injunction in an industrial dispute, the Court must have regard to all the circumstances of the case and "to the conduct of the plaintiffs and especially to the fact, if such fact were established, that the application for an injunction was merely one step in the prosecution of a scheme in which the plaintiffs had combined to further some illegal object injurious to the defendant." (1937 S.C.R. at page 268).

What then are the circumstances of this case?

A strike occurred in the respondents' factory on the 25th of November 1937. For some time prior to the strike events had taken place which must be considered. A number of employees of the respondents had become members of the unincorporated trade union known as "The International Ladies' Garment Workers' Union," having its head office in the City of New York. A number of employees claim that they were receiving less than the minimum wages fixed by the law of this Province as a matter of public policy, and a number of them stated that they made no complaints because they were afraid of losing their jobs. Some witnesses complained of having been instructed not to punch their full time on the clock, but to punch it only to make it agree with the wages paid. There is some corroboration on this point by the officials of the Government department. In any event there was an honest belief on the part of a number of employees in a grievance. An application was made by some of the employees to the representatives of the Union for their assistance. The appellants are active representatives of the Union. It is a fact too that as early as June at least of 1937 the respondents' place of business was picketed by people claiming to belong to the Union. Other factories in the same trade were similarly picketed. These picketers handed out circulars stating that the workers were treated badly and were being taken advantage of and the Union would help them out. Apparently no steps were taken to prevent this picketing and no disorders occurred with the exception of an alleged assault upon one Georges Gauthier sometime towards the end of August 1937. I am not impressed by the evidence as to the connection between Decarie, one of the appellants, and this assault.

It was quite evident for some time that a strike was coming in that particular trade, though not so certain that it was to come first in the respondents' factory. It was so evident that long prior to the strike the respondents and several other employers, all members of a certain association opposed to a closed-shop policy, contributed to a fund to fight the strike wherever it might break out. Evidently it was expected at the respondents' factory because the money was paid to the respondents' company before the strike actually occurred. One of the contributors to this fund, Klein, who admitted that the fund was collected prior to November 25th, 1937, said that this money was "to finance the strike". By that, of course, he meant, to fight the strike when it came. There is nothing illegal in this, but the evidence has a bearing on the question whether the injunction was a first step in the prosecution of a scheme to beat the strike and maintain an open shop, or was really necessary to protect the respondents' property.

The evidence is most voluminous — some 850 pages of it — most of it irrelevant and some of it grossly exaggerated, so that it is extremely difficult to get at the exact facts. There is no doubt that there were acts of violence committed by both sides. It is even questionable as to which side started the violence. The first persons seriously injured were strikers and they were apparently injured by private detectives engaged by the respondents and they were injured out on the street notwithstanding the presence of police, and one wonders why private detectives took the law into their hands and why the police on duty never saw the attack; the only thing they saw were attacks by the strikers. Of one fact, I am convinced and that is that the violence was not as extreme as depicted by some of the witnesses, and there is evidence in the record which is utterly incredible.

In order to prove the violence being committed and the necessity for protection, the respondents called two ex-convicts, both with long records for theft, as part of the proof in their case. This evidence is worth considering.

The first witness was Lucien Ledoux, which is an alias for his real name, which is Jean Therrien. Ledoux' story is that about the 6th of December he, and Noel, his brother-in-law, and a Mr. Vallée offered their services to the appellants. As a credential he said that he had worked for the Catholic Syndicate to deal with scabs and that his prices were \$25 a man. His services and those of Noel were immediately accepted and they were sent out to get their men. They were to pick up Mr. Gauthier. They missed him on the first visit, but they were successful the next time, that is to say, they found him but they only succeeded in pushing him into a window and breaking it. The next victim was a Mr. DeRepentigny. On this occasion Noel was not present. Ledoux had with him a man by the name of LeBrasseur. He instructed LeBrasseur not to hit hard — just enough to knock the man down. LeBrasseur carried out his instructions. He did not strike too hard, but he did it in the presence of a police officer and a detective and naturally was arrested. Thereupon Mr. Ledoux said he would get him out on bail. After this he telephoned to one of the respondents and arranged to meet him and told him that he was working for the Union and he would be glad to tell him who was beating up his men, if he would like to know. Asked as to what took place at this interview, the evidence is as follows:

"D. Vous jurez qu'il n'a été aucunement question d'argent entre vous et aucun autre?..."

R. S'ils étaient à la mode avec moi, ils savaient comment s'arranger. J'ai dit: "M. Lupovitch, si vous pensez que je vais faire l'affaire, vous saurez me récompenser". Il a dit: "Je ne peux pas vous faire de promesse."

D. Vous avez bien compris que si vous étiez à la mode, vous recevriez de l'argent?

R. Oui.

D. Vous n'avez rien reçu?

R. Non.

D. Vous attendez?

R. Oui."

LeBrasseur was not called as a witness.

DeRepentigny's evidence is as follows:

On the 3rd day of January he was taken in a taxi by a private detective named Dubuc of the Broderick Detective Agency and a police officer of Montreal of the name of Marion. They drove him to his house and he had only taken one or two steps out of the taxi when

LeBrasseur hit him with his fist and knocked him down. Naturally he called to the two men who had accompanied him home, and he said that LeBrasseur was immediately arrested by the police constable. It was then that LeBrasseur asked the men who were with him to go to the Union and get his bail and to tell them he was arrested.

Marion, the police constable, recounts how he took DeRepentigny home. He saw DeRepentigny attacked as soon as he got out of the car. He says that LeBrasseur immediately ran away and he caught him about 200 ft. away, that he resisted for a while and the other two companions then came up and they threatened to release the prisoner and he was forced to draw his revolver. He returned to the car, where the private detective seems to have remained, according to him, during this extraordinary scene, and there he says he was again threatened by the two companions, who had returned, and they appear to have remained there undisturbed in the presence of this police officer and the detective and to have left when the radio police arrived to take the prisoner.

DeRepentigny says nothing about the fight of his assailant, nor of his threatening the constable and the constable drawing his revolver.

The private detective Dubuc was not called as a witness.

LeBrasseur was taken down to the police and was placed in a cell. Curiously enough, Mr. Paquet, who appears to be another of the Broderick Agency's detectives, was fortunately in the police station at the moment and he suggested that the prisoner be brought in and questioned and, when questioned, the prisoner immediately avowed that he was guilty of the assault and that he had been paid to do it.

Returning to Noel and his attempted attack on Gauthier: He says that he seized Gauthier and pushed him into a window, which was broken, but he did not actually strike him, and then he says that on or about the 10th of February Decarie met him and offered him \$100 to disappear, and the only reason he did not accept it was because he was afraid it would be stolen from him. In cross-examination, he admits that before striking or punching Mr. Gauthier he had seen two constables in a machine right beside him. Asked if that did not prevent him from committing that assault, his only answer was that he was not nervous. Having accomplished his mission, apparently undisturbed by the constables, he resumed his journey with his brother-in-law in the car which had brought him to commit that assault. The extraordinary type this man represents is indicated in one of the questions put to him in cross-examination. After discussing the number of times he had been sentenced for theft—

Q. "Vous avez "fait" cinq ans en tout, pour une série de vols?"

R. Oui, je suis chanceux pour trouver."

There is another even more flagrant case of what looks like manufactured evidence. It was given by the witness Prévost, called by the respondents. Prévost's evidence was that he was engaged by some of the appellants to beat up scabs. They were supposed to organize a gang to beat them up with hammers, sticks, bottles; in fact, he says, Mr. Decarie put several of these implements into his pocket in order that they might be utilized. He was supposed to watch for employees coming out and, when he saw them, to telephone for his gang and beat them up. He then recounts a number of instances of people knocked out with hammers but, when cross-examined, has to admit that that was just hearsay. Having ranged himself with the strikers, he says he drew strikers' pay until just a week before the 5th of May 1938, when

he was called as a witness. It was just then that they told him that he was no longer going to get strikers' pay and that he would have to find himself a job. As soon as he got this information that he was no longer going to get strike pay, he had a bright idea to see one of the respondents to ask for his job back. This particular respondent was more than kind to him; in fact, he asked him to dine with him alone with his wife. At this interview he says he did not tell his particular respondent what he had been doing for the Union, but he is quite frank in saying that he came to Court to give his evidence "parce que j'en voulais à M. Decarie et à M. Krisman", because they had promised him money and had not paid him; he therefore came to Court unasked by anybody and had spoken to no one. Just why the respondent's lawyer put him in the box without having the slightest idea what he was going to say is a question without an answer. In Court he was fortunate enough to meet the witness Klein, who was one of the contributors of the strike fund, and Klein, after having told him that he had lots of money, lent this total stranger \$5 in order that he might go and get his lunch. It also appears that he got another loan from someone else at or about the same time.

As already stated, it is impossible to ascertain with any accuracy from the evidence who started the violence. If the evidence were clear that it was the agents of the respondents who started the violence, the injunction should not have been granted, because the person seeking the aid of the civil courts in a matter of this kind must show that his conduct is fair and honest and free from any taint of fraud or illegality. If the evidence of Noel and Ledoux and Prévost was not manufactured evidence, it was at least evidence so disreputable that it should never have been offered.

At the time this injunction came on for argument in June of 1938, the whole situation had calmed down; there was then no necessity for protecting anybody, as is made quite clear by the evidence of the City constables, all of whom were withdrawn on or about the 1st of May 1938. If the learned trial Judge had then refused the issue of an injunction, that decision could not have been criticized. He, however, granted the injunction and there is evidence of a certain amount of violence, which would also justify the exercise of that discretion and prevent a court of appeal from interfering with it even if they were of the opinion that they themselves would not have granted the injunction.

I am of the opinion, however, that the injunction should not have been granted in the terms in which it was granted. It is in a sort of blanket form, copied from the conclusions of the petition prepared by the respondents' attorneys, with the effect of paralyzing completely all possible acts of the appellants, legal or illegal. There is, in my opinion, nothing to justify such a comprehensive injunction. There were very few real cases of actual violence and the threats of violence had ceased long before the interim injunction was granted. Collective bargaining, the existence of trade unions and the right to strike as a means of obtaining demands are now all recognized by our law. In fact it is now a crime, since 1939, to refuse to employ or to dismiss a man because he belongs to a union. When a grievance exists, an employee can sue to remedy that grievance under the laws of this Province, but that is only one remedy. By far the greatest remedy for non-observance of the law is the calling of a strike. The right to strike, being an exceptional right, must of course be exercised within strict limits, but the calling of any strike is bound to create bad feeling and to give rise to some disorder; no union, however perfect, should be held responsible for all cases of disorder nor be enjoined as soon as any disorder occurs. An injunction should be the last, not the first remedy. If any breaches of a cri-

minal law occur, the police are there to enforce order.

In this case some 250 to 300 employees went on strike. One of the respondents testified that within five days of the strike 335 employees were at work, out of a total of 465. Less than two months later 436 employees, including some 85 or 90 new ones, were at work. The alleged violence and intimidation was not a very great deterrent and, as already stated, all the police were withdrawn before this injunction was granted. The necessity for protection had almost ceased. The injunction granted should, therefore, have been restricted so as to accomplish what was reasonably required to protect the interests of the respondents, without depriving the appellants of all their legal rights. As was said in the case of *Canada Dairies Limited vs. Saggie*, 74 C.C.C. at page 218, certain cases have "recognized the distinction between excessive conduct which may be restrained and at the same time the necessity of so framing any injunction order as to avoid restraining acts which in themselves are not wrongful."

The injunction order now under consideration prohibits any interference with the respondents' business, watching or besetting in any way, all picketing, all inducing or soliciting of the respondents' employees to leave the respondent, from calling upon any of the employees to induce them to leave their work, and from all organization in any manner whatsoever, directly or indirectly, to commit any of these acts. But under our law as it at present stands, including the amendment to the Criminal Code of 1934 by adding paragraph 8 to section 501 of the said Code, employees have the right to strike, which constitutes *per se* an interference with the respondents' business; they have the right peaceably to counsel and urge other workers to go on strike or to join a union; they may watch and beset for the purpose of obtaining information; peaceful picketing is not prohibited so long as it does not constitute a common-law nuisance; and organizing on the part of workmen to accomplish legal ends, so far from being prohibited, is encouraged by our most recent Provincial law. There was no valid reason given for denying to the appellants these rights and, in order to protect the respondents it was not necessary to deny them.

I would, therefore, modify the order made by the Superior Court. I think the following would give adequate protection to the respondents and at the same time safeguard the rights of the appellants pending the final issue of this case: That the appellants be restrained from causing a nuisance adjacent to the respondent's premises and in particular from conduct likely to attract groups of persons adjacent to respondents' premises or likely to deter any persons with peaceful from approaching, viewing or entering respondents' premises; also from molesting, threatening or seeking to intimidate respondents' employees or persons seeking or who might be offered employment by the respondents; from watching and besetting the respondents' premises with a view to compelling the respondents to do anything they are not obliged to do or to refrain from doing anything they are at liberty to do; but, subject to the foregoing, saving the right to attend in numbers reasonable for the purpose of giving or securing information.

In consequence and to the extent above indicated, I would maintain this appeal with costs.

(Signed) GREGOR BARCLAY,
J. K. E.

Pour obtenir ou faire corriger une carte de rationnement

Les personnes désireuses d'obtenir ou de faire corriger une carte de rationnement peuvent s'adresser à la salle 102 de l'édifice Aldred, 507, Place d'Armes.